

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

COMMUNE DE DOMME**PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :12**De votants :14*

L'an deux mil quinze, le 29 avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – TROUBADY – ARMAGNAC - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – OZANNE – PASQUET.

Etaient absents : MM TAILLASSON-MAZELAYGUE (procuration à Mme LAGRANGE), DUFOUR (procuration à M. COUSIN), JOURDAN.

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. CAMINADE.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le : 23/04/2015.

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 05/06/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 04/06/2015.

**Adoption du PEDT de
L'école de Domme**

Mme Jocelyne Lagrange, Maire –Adjoint chargée des Affaires Scolaires et Périscolaires, présente le Projet Educatif Territorial (PEDT) de l'école de Domme. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de l'adopter à l'unanimité.

**Choix d'un maître d'oeuvre
Pour des travaux
D'aménagements de
Toilettes publiques et d'un
DAB**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 02 mars 2015 celui-ci l'a autorisé à engager une consultation de maîtres d'œuvres pour les travaux suivants :

- l'aménagement de toilettes publiques sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle.

Le Maire présente les propositions qui lui ont été adressées. Le Conseil Municipal, ayant délibéré, à l'unanimité :

- Décide de retenir la proposition de Mme Hélène Lefrancq, pour une mission d'un montant de 15.360 € HT, correspondant à un taux de 9,6 % du montant prévisionnel des travaux ;
- Autorise le Maire à signer le contrat de maîtrise d'œuvre correspondant à cette proposition.

Achat d'une sculpture

M. Jean-Bernard Pasquet, Maire-Adjoint, rappelle au Conseil Municipal qu'une œuvre du sculpteur Lionel Lefèvre, intitulée « KOUKLOS », est exposée dans le Jardin du Souvenir depuis 2 ans. La présence de cette sculpture s'harmonise avec le lieu et semble y avoir trouvé sa place.

Suite aux travaux de réhabilitation de la rue du Lavoir, puis ultérieurement, de la place de la Rode, la présence de cette œuvre renforcerait les embellissements envisagés.

Le sculpteur souhaiterait reprendre possession de son œuvre d'une valeur de 5.000 €. Toutefois, dans l'hypothèse où la commune déciderait de la conserver définitivement, il a indiqué accepter de la lui vendre pour une somme de 1.500 €.

Interrogé sur cette opportunité, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et une contre, accepte l'acquisition par la commune de cette œuvre au prix de 1.500 €.

**Modification des horaires
Pour le paiement des
Horodateurs dans la bastide**

Le Maire indique que les parkings sont payants dans la bastide de 11h00 à 18h00. Ce dispositif avait été mis en place de manière à permettre à la population locale de se rendre à Domme, soit pour y faire des courses, soit pour se rendre dans des services publics (Mairie, Bureau de Poste, Hôpital Local, etc...) et de stationner gratuitement.

Compte-tenu des pratiques des villages touristiques situés aux alentours de Domme,

Compte-tenu de la mise à disposition d'un badge accordant à la population résidente de plus grandes facilités de stationnement dans la bastide,

Le Maire propose d'étendre la période journalière de paiement des parkings dans la bastide de 10h00 à 19h00.

Le Conseil Municipal, ayant délibéré, accepte cette proposition à l'unanimité.

**Décisions modificatives
Du budget 2015 de la
Commune de Domme**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les décisions modificatives du budget 2015 de la commune de Domme telles que ci-après.

- Vote de crédits supplémentaires :

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Aménagement Bourg	90058/2315		43.706,00 €
Aménagement Bourg	90058/1323	43.706,00 €	
TOTAL		43.706,00 €	43.706,00 €

- Virements de crédits :

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Reversements, restitutions et prélèvements divers	7398		212,30 €
Services bancaires	627		2500,00 €
Autre charge financière	668	1000,00 €	
Dépenses imprévues	022	1712,30 €	
TOTAL		2712,30 €	2712,30 €

**Travaux d'abattages d'arbres
en bordure de falaise**

Le Maire indique que des travaux d'abattages d'arbres doivent être effectués sur la Barre de Domme et sur la falaise (de la maison de Mme Commengé au « Petit Rocher ») et que, compte-tenu de la spécificité des lieux et des travaux à réaliser, il est nécessaire de faire appel à une entreprise habilitée.

Il présente des devis de travaux.

Vu l'avis de la Commission des Travaux réunie le 27 avril 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et une abstention, adopte le devis de l'entreprise « Arboriste Grimpeur du Sarladais », d'un montant TTC de 5.200 € et autorise le Maire à le signer.

Achat d'un tracteur

Le Maire indique qu'il convient de remplacer le tracteur communal immatriculé 4654 VL 24 et M. Alain Germain, Maire-Adjoint, présente différentes propositions.

Vu l'avis de la Commission des Travaux réunie le 27 avril 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de la SESMA pour l'achat d'un tracteur CASE IH, d'un montant HT de 25.000 € et autorise le Maire à le signer.

**Achat des parcelles D-93,
D-94 et D-101 de Mme
Massaloux**

M. le Maire indique qu'il a rencontré M. Thierry Massaloux à la mairie de Domme, concernant 3 parcelles situées sur la commune, au lieu-dit « Sous la Barre », dont sa mère, Mme Odette Massaloux, est propriétaire. Ces parcelles sont cadastrées en section D sous les numéros 93 (40 m²), 94 (39.397 m²) et 101 (9.130 m²). Ces parcelles ne sont pas constructibles dans le PLU communal et sont situées en zone rouge dans le PPR-Mouvement de terrains.

A l'exception de la parcelle D-93 comprenant uniquement une petite maison en ruine, les deux autres parcelles sont constituées de falaises très instables situées en surplomb de la route départementale n° 50. Il y a plus de 15 ans, des rochers étaient tombés de ces falaises, bloquant pendant plusieurs mois la circulation sur la RD 50 et nécessitant d'importants travaux d'ingénierie afin d'évacuer les rochers, sécuriser les falaises à l'aide de filets métalliques et rendre la route à nouveau praticable.

Au cours de cette rencontre, M. Massaloux a indiqué que sa famille ne souhaitait plus conserver ces parcelles inconstructibles, dangereuses et dont elle ne peut plus assurer l'entretien, et a proposé à la commune de Domme de les acquérir.

Considérant la situation géographique, la topologie et les risques liés à ces parcelles, le Maire indique qu'il a proposé à M. Massaloux un prix de 1.000 € pour l'acquisition des 3 parcelles, les frais de notaire étant pris à la charge de la commune.

Par courrier du 06 avril 2015, M. Massaloux a accepté cette proposition.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte l'acquisition des parcelles sises « Sous la Barre », cadastrées en section D sous les numéros 93, 94 et 101 au prix de 1.000 €, accepte la prise en charge par la commune des frais de notaire, autorise le Maire ou Mme Jocelyne Lagrange, Maire-adjoint, à signer tous les actes relatifs à cette acquisition foncière et notamment les actes notariés.

**Pourvoi en Cassation de
M. Lambert : désignation
D'un avocat**

Le Maire indique que M. Henri Jean Lambert a formé un pourvoi, le 03 avril 2015, devant la Cour de Cassation en vue de déférer à la censure de ladite Cour l'ordonnance du juge de l'expropriation en date du 05 février 2015 notifiée le 17 février 2015.

Ce pourvoi a été enregistré sous le n° V1516086 (AROB) au greffe de la Cour de Cassation.

Pour que la commune de Domme intervienne volontairement dans cette procédure, étant précisé que le défenseur principal est M. le Préfet de la Dordogne, et ce afin qu'elle puisse joindre ses observations à celle du Préfet, il est nécessaire de désigner un avocat pour la représenter.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité le Conseil Municipal désigne Maître Martine LUC-THALER (197 Boulevard Saint Germain 75007 Paris), pour représenter la commune de Domme dans l'affaire évoquée par la présente délibération.

M. Bernard Lambert n'a participé ni au débat ni au vote.

**Route des Ventoulines :
Travaux complémentaires
De goudronnage**

M. Alain Germain, Maire-Adjoint, rappelle l'adoption d'un devis de travaux de goudronnage de la route des Ventoulines lors de la séance du 30 mars 2015, devis, établi par l'entreprise Bonnassie.

Il indique qu'un supplément de travaux est nécessaire et présente un devis supplémentaire établi par la même entreprise, d'un montant HT de 614,40 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte ce devis et autorise le Maire à le signer

Encaissement d'un chèque

Le Maire indique que, suite aux travaux qui ont été réalisés rue porte de la Combe, visant à modifier le trottoir face à l'entrée d'une propriété, un riverain a tenu à exprimer sa reconnaissance envers la commune de Domme en lui faisant parvenir un chèque de 500,00 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte l'encaissement de ce chèque à l'unanimité.

**Occupation du domaine
Public par les commerces**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de modifier la délibération adoptée le 28 avril 2014 concernant l'occupation du domaine public par les commerces de Domme, en y ajoutant la disposition suivante :

« Les exploitants des commerces qui n'auront pas réglé tous les droits dus au titre de l'année en cours avant le 1^{er} décembre de celle-ci, ne pourront pas occuper le domaine public les années suivantes et ce jusqu'à ce que le règlement soit intégralement effectué (pénalités et majorations comprises) ».

**Choix d'un bureau de
contrôle pour la vérification
périodique des installations
communales recevant du
public**

M. Roger Armagnac, Conseiller Délégué, indique qu'il a rencontré 3 bureaux de contrôle de manière à renégocier l'ensemble des contrats en matière de vérification périodique des installations communales recevant du public et à n'avoir plus qu'un interlocuteur unique.

Il présente les propositions de ces différents bureaux de contrôle.

Vu l'avis de la Commission des Travaux réunie le 27 avril 2015 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De dénoncer tous les contrats en cours ;
- De confier à la société SOCOTEC la vérification périodique des installations communales recevant du public pour un montant annuel de 3.147,00 € ;
- Autorise le Maire à engager la procédure de dénonciation de tous les contrats en cours et à signer le contrat liant la commune à la société SOCOTEC.

**Adoption de devis
examinés en
Commission des Travaux**

Vu l'avis de la Commission des Travaux réunie le 27 avril 2015 ;
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide
d'adopter les devis suivants et autorise le Maire à les signer :

- devis de la société ADEQUAT, d'un montant HT de 4.305,60 €, pour l'achat de divers équipements (bancs, corbeilles, bornes propreté, tables pique-nique, bloc parking, armoire, étriers de protection, etc...) ;
- devis de la société REXEL-SARLAT, d'un montant HT de 1.060,79 €, pour l'achat de coffret électriques ;
- devis de Einaudi Maçonnerie Restauration, d'un montant HT de 5.037,60 €, pour la réfection d'un mur à St James ;
- devis de la SARL Montet Maçonnerie, d'un montant HT de 3.868,45 €, pour la réfection d'un mur de soutènement Porte de la Combe ;
- devis de Einaudi Maçonnerie Restauration, d'un montant HT de 3.290,00 €, pour la réfection de murs Porte de la Combe ;
- devis de M. Philippe Faucher, d'un montant HT de 1.781,90 €, pour la réalisation de travaux électriques à l'église de Domme ;
- 3 devis de la SARL Dufour Electricité concernant :
 - Des travaux à l'école de Domme pour un montant HT de 318,61 € ;
 - La pose d'un coffret électrique Place de la Rode pour un montant HT de 330,80 € ;
 - Des travaux salle de la Rode pour un montant HT de 155 € et de 1938,68 € soit un montant total HT de 2.093,68 €.

**Château du Roy :
consultation d'opérateurs
d'archéologie préventive**

Le maire indique que la DRAC Aquitaine, par courrier du 13 avril 2015, a transmis à la Mairie de Domme un cahier des charges pour une opération d'étude archéologique et historique du Château du Roy, classé Monument Historique.

Ce cahier des charges définit le contenu des opérations scientifiques à mener sur le site pour parfaire sa connaissance, offrir des éléments nouveaux à valoriser pour le public et anticiper les éventuels travaux d'aménagement et de consolidation à venir.

L'opération sera réalisée par un opérateur d'archéologie préventive qui chiffrera le montant de la prestation.

La DRAC Aquitaine a communiqué une liste d'opérateurs d'archéologie préventive et le Maire propose d'engager une consultation sur la base du cahier des charges précité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à engager cette consultation.

**Extension de la régie des
droits d'utilisation de la
photocopieuse aux
encaissements divers**

Le Maire indique que par décision du 28 mai 1997, il a été institué une régie de recettes des droits d'utilisation de la photocopieuse.

Considérant les nombreux encaissements divers que le service comptable de la Mairie est amené à effectuer et sur les conseils du Trésor Public, le Maire propose que la régie précitée soit étendue aux encaissements divers.

La régie serait ainsi dénommée : régie de recettes des droits d'utilisation du photocopieur de la mairie et d'encaissements divers.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Adopte la proposition du Maire et l'autorise à nommer les agents responsables de cette régie, après avis du Comptable du Trésor ;
- Fixe à 300 € le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver et fait obligation à ce dernier de verser tous les mois les recettes encaissées ;
- Dispense le régisseur de cautionnement ;
- Indique que les recouvrements des produits seront effectués contre délivrance de quittances à souches et que le régisseur percevra une indemnité de responsabilité fixée selon la réglementation en vigueur.

La présente délibération modifie la décision instituant une régie de recettes en date du 28 mai 1997.

**Soutien au projet MAIA porté
par l'Association du Réseau
Gérontologique du Pays de
Bessède**

L'Association du Réseau Gérontologique du Pays de Bessède en collaboration avec le CLIC Du Périgord Noir souhaite déposer un dossier de demande de subvention pour une MAIA (Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'Autonomie) sur le territoire du Périgord Noir dans le cas où un appel à projet serait lancé en 2015. Le réseau gérontologique du Pays de Bessède est un acteur incontournable en matière d'organisation des soins depuis 2000, il fonctionne déjà sur un modèle de prise en charge globale de la personne âgée dépendante et a d'ailleurs le projet d'intervenir dans un premier temps sur le Sarladais et à terme sur l'ensemble du Périgord Noir. La MAIA, pourra compléter la prise en charge dans les cas complexes pour les personnes atteintes de maladie neuro-dégénérative et plus généralement à toutes les personnes en perte d'autonomie fonctionnelle, quelle que soit la nature de leurs besoins. Elle sollicite le soutien du Conseil Municipal de Domme sur ce projet. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'apporter son soutien à ce projet.

**Chantier CONCORDIA 2015 :
Autorisation au Maire de
Déposer et signer une DP**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 13 voix pour et une contre, autorise le Maire à déposer et à signer une déclaration préalable de travaux pour la reconstruction d'un mur de soutènement en contrebas de la Porte des Tours, au lieudit « Sous le Mur », travaux qui seront réalisés pendant l'été 2015 par les équipes de jeunes internationaux animées par CONCORDIA Aquitaine.

**Participation financière à la
Restauration de l'église
D'Oradour sur Glane**

Le Maire donne lecture au Conseil Municipal d'un courrier que lui a adressé le 08 avril dernier son collègue d'Oradour sur Glane. Celui-ci lui indique que l'église St Martin d'Oradour sur Glane, qui fut le théâtre d'un massacre sans précédent dans notre Histoire, nécessite une restauration intégrale. Cet édifice est classé à l'ISMH depuis 2012. La réalisation de ces travaux doit être aussi l'occasion d'attirer l'attention des jeunes générations sur la nécessité de préserver la paix qui règne en Europe depuis 70 ans ainsi que les valeurs autour desquelles s'est constituée la République Française. Dans cet esprit, et avec le concours de la Fondation du Patrimoine, la commune d'Oradour sur Glane souhaite associer toutes les communes de la future grande région à cette démarche humaniste qui renforcera la portée mémorielle et symbolique de ce village martyr. Un mur dit « Mur de la Fraternité entre les Hommes » sera installé dans l'église St Martin sur lequel apparaîtront les noms des communes qui se seront associées à ce grand projet.

Le Maire indique que la commune de Domme, elle aussi, n'a pas été épargnée par les massacres barbares des Nazis et rappelle les fusillés du 26 juin 1944 dont la mort est commémorée tous les ans le même jour, avec les fusillés de la commune voisine de Cénac.

Le Maire propose au Conseil Municipal de participer au financement de ce projet en versant à la commune d'Oradour sur Glane une subvention d'un montant de 100 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte cette proposition.

Communications

Le Maire informe le Conseil Municipal :

- que le Trésor Public n'effectuant plus de permanence à Domme, restituera à la commune les locaux de la petite maison située place de la Rode au 1^{er} juin 2015 ;
- que des travaux sont en cours dans les anciens locaux de la Perception, rue Jacques de Maleville, pour l'ouverture prochaine du cabinet de Mme Lachaud-Thamié, infirmière, et l'accueil d'œuvres d'arts pour la prochaine exposition « Pas à Pas ».

Fait à Domme, le 30 avril 2015